



SEMAINE DE QUATRE JOURS

Une école, deux rythmes

C'était une des promesses du candidat Macron. Consultées depuis le 28 juin, près de 37% des communes françaises ont choisi de supprimer dès la rentrée la demi-journée supplémentaire de classe, contre l'avis d'un rapport sénatorial.

ANALYSE

Par
KIM HULLOT-GUIOT
Photos **VINCENT GOURIOU**

Xavier Darcos avait supprimé la matinée du mercredi ou du samedi des emplois du temps des écoliers en 2008, Vincent Peillon l'avait rétablie en 2013. Conformément aux engagements de Macron, c'est désormais aux communes de décider. Près de 37% ont tranché pour un retour à la semaine des quatre jours dès la rentrée. Cela concernera un bon quart des élèves de primaire dans le public (28,7%). Depuis le 28 juin, les communes pouvaient demander à la direction académique de leur département une dérogation pour ne plus appliquer la semaine des quatre jours et demi, une organisation du temps scolaire que le ministre Jean-Michel Blanquer lui-même plébiscitait pourtant lorsqu'il était directeur général de l'enseignement scolaire.

Fatigue. En juin, les rapporteurs d'une enquête du Sénat sur la réforme de 2013 demandaient au gouvernement de «ne pas revenir en arrière». Mais les promesses engageant parfois ceux qui les font, et, puisque le candidat Macron avait promis de rendre aux communes leur liberté dans ce domaine, son ministre de l'Éducation a publié un décret en ce sens.

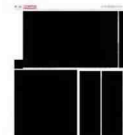
Un petit tiers des écoles (31,8%) va supprimer les cours qui avaient lieu jusqu'ici le mercredi ou le samedi et rallonger les journées, qui passent de cinq à six heures. Selon la sénatrice de Gironde Françoise Cartron citée par *la Provence* fin juin, «les journées sont trop longues, toutes les études le montrent. Cinq heures de classe réparties sur cinq jours, c'est bien plus efficient». C'est pourtant l'argument de la fatigue des enfants qui revient chez ceux qui ont choisi la semaine de quatre jours. A la mai-

rie de Puteaux (Hauts-de-Seine) on explique ainsi : «Les enfants sont fatigués et les parents souhaitent revenir au plus vite aux quatre jours.»

Tester. Les chiffres varient selon les académies : 97% des villes martiniquaises repasseront aux quatre jours, comme 96% des corses, et 84% de celles de l'académie de Nice, contre seulement 9% des communes de l'académie de Poitiers, 15% de celles de Toulouse et 13% de celles de Nantes. A Paris, la mairie a refusé les quelques demandes de conseils d'école. Mais les écoliers lillois, dunkerquois, perpignans ou versaillais repasseront à quatre jours en septembre.

Ce sont surtout les communes rurales qui ont obtenu des dérogations. Dans la Mayenne et le Finistère, environ 150 collectivités sont concernées. «La commune n'a pas pu trouver les moyens humains, matériels et

financiers pour une bonne organisation avec des intervenants de qualité», justifie Christian Le Manac'h, maire de Plouégat-Guérand (*lire ci-contre*). Il faudra attendre 2018 pour avoir une idée de l'ampleur du retour aux quatre jours, certaines communes n'ayant pas voulu se précipiter. A Montpellier, on va tester les deux systèmes avant de trancher. A Marseille, on attendra la rentrée avant d'envisager une demande de dérogation pour septembre 2018. ◀



L'école
Simone-Veil
à Plouénan
(Finistère),
jeudi.

